



*Syndicat National
des Agents des
Douanes*

—
CGT

SECTION REGIONALE DE BAYONNE

JUILLET 2010

EDITO

RENDEZ-VOUS EN SEPTEMBRE...

Le gouvernement a enfin indiqué clairement l'avenir qu'il entend donner à notre système de retraite.

Soyons en sûr, cette réforme, si elle se concrétise, sera un recul social sans précédent.

Repousser l'âge légal de départ en retraite à 62 ans pour tous et 57 ans pour les services actifs ne règlera rien mais bien au contraire détruira notre système de retraite solidaire par répartition.

La riposte a déjà été à la mesure de l'évènement. Après le mouvement du 27 mai dernier déjà offensif, la puissance et la détermination de près de 2 millions de personnes de toutes professions et générations le 24 juin pour empêcher la mise en œuvre de cette réforme injuste et inacceptable nous conforte et nous appelle à d'autres initiatives.

Le vrai débat sur les retraites n'a pas encore eu lieu. Ce projet de loi n'est pas irréversible, d'autres solutions existent contrairement à ce que l'on voudrait nous faire croire.

Rien n'est encore joué. Tous ensemble, public, privé, retraité, jeune, nous pouvons faire échec à ce déni de justice en nous mobilisant fortement dans toutes les actions à venir dès la rentrée prochaine.

En attendant, et même si les temps sont difficiles, juillet et août sont propices aux farnientes et à la fête.

Alors bonnes vacances à tous et rendez-vous dès septembre.

DIS MOI QUI TU FREQUENTES . . .

Eric Woerth *Ministre du travail* : Conseiller fiscal et juridique chez Arthur Andersen, cabinet conseil américain pour les multinationales impliquées en 2002, dans le scandale Enron. Il en deviendra en 1997 et 2002, l'un des directeurs associés.

Christine Lagarde : *Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi* Figure de proue du lobby américain au gouvernement. A dirigé Baker et McKenzie de 1999 à 2004, cabinet d'avocats d'affaires de Chicago et l'un des premiers au monde travaillant pour des multinationales.

Luc Chatel : *Ministre de l'Education Nationale*. Pur produit de L'Oréal, multinationale contrôlée par Liliane Bettencourt. Il en a été le DRH de 2000 à 2002. cela permet de comprendre qu'il soit aussi solidaire avec Eric Woerth dans la récente affaire du même nom.

Jean Louis Borloo : *Ministre de l'écologie* Avocat d'affaires. Il s'est d'abord spécialisé dans la reprise d'entreprises en difficulté, dans la transmission d'entreprises, puis le marché financier.

Christian Blanc : (Grand amateur de cigares . . .gratos) *Secrétaire d'Etat à la Région Capitale*. Président d'Air France puis vice-président de la branche europe de la banque américaine Merrill Lynch, administrateur de Middle East Air Line (compagnie Libanaise), de Carrefour (grand distributeur coté en bourse)

Bernard Kouchner : *Ministre des Affaires Etrangères* (un coup à gauche un coup à droite) Auteur de plusieurs rapports de complaisance pour le groupe Total en Birmanie et pour les dictatures du Gabon et du Congo.

Eric Besson : *Ministre de l'Immigration*. Ex conseillée de Ségolène Royale, Délégué général de la fondation de la compagnie générale des eaux (cotée en bourse)

Alain Joyand : *Secrétaire d'Etat à la coopération*. Dirigeant du Groupe des éditions comtoise (Grec SA) , propriétaire de Médiatour.

Hubert Falco : *Secrétaire d'Etat à la Défense*. Directeur de PME, directeur général de la fabrique de bouchon Melan-Moutet.*

A quelques jours de la grande transhumance, tout ce petit monde va, quant à lui, passer la vitesse supérieure pour mettre à mal le modèle social à la française, héritage, nous ne le répèterons jamais assez du Conseil National de la Résistance (CNR).

La tourmente qui agite le gouvernement dans ce que certains appellent l'Affaire Woerth témoigne de l'appétit des ministres du gouvernement Fillon. Pour l'instant une partie de l'équipe gouvernementale fait bloc autour de l'ancien ministre de la Fonction Publique, des Dépenses Publiques et du Budget, et ça c'est sûrement parce qu'il le vaut bien . . .le trésorier de l'UMP.

. . . JE TE DIRAI QUI TU FERAS CASQUER !

Daniel Ledoux

* source journal l'Humanité crée par un certain Jean Jaures

LE TEMPS DES VACANCES...

A cette période de l'année, bon nombre d'entre nous se préparent à laisser pour quelques temps les écrans d'ordinateurs éteints pour s'adonner aux joies de l'Eté.

Les Congés-Payés qui nous paraissent aujourd'hui comme incontournables sont l'héritage de combats acharnés et pugnaces de milliers d'hommes et de femmes auxquels la section Snad-Cgt de Bayonne a décidé de rendre hommage...

De 1934 à 1936 l'unité syndicale est retrouvée après une période de flottement, et la classe ouvrière allait alors, en quelques mois, arracher les plus importantes conquêtes de son histoire. Les signatures du « Pacte d'Action » en 1934, la Victoire cinglante de la Gauche aux élections municipales de 1935 et les grandes manifestations du 14 juillet marquent un tournant décisif qui inaugure le Front Populaire. Mais c'est en mars 1936 que le Congrès de Toulouse gravera dans le marbre la ligne de la CGT (union de la CGT et de la CGTU) au travers d'une charte reconnue de tous et donnant au syndicalisme un statut incontesté !

Deux mois après le Congrès de Toulouse, la Gauche remporte un succès décisif lors des élections législatives. Très vite les grèves avec occupation d'usines vont déferler sur le pays. Le raz-de-marée des manifestations crée une situation entièrement nouvelle : Fonderie de St Michel Sougland , l'aviation avec Bréguet au Havre et Latécoère à Marseille...

La colère gagne les entreprises les plus importantes comme Renault, Citroen, Fiat, Simca, Chausson, Crété, Sauter, Hotchkiss. Le mouvement part en fait du secteur de la métallurgie et plus précisément des industries de l'automobile et de l'aéronautique, secteur où les ouvriers étaient le moins mal payés !

On enregistre en 1936 des chiffres qui feraient rêver les militants que nous sommes : 12000 grèves, 9900 occupations d'usines et 2 000 000 de grévistes.

Le Syndicat dans l'usine est une des exigences à laquelle les patrons devront désormais céder !

Il est avéré qu'une véritable panique avait alors saisi la quasi-totalité du patronat.

Aussi le 7 juin 1936 à l'Aube, sous la présidence de Léon Blum étaient signés les «accords de Matignon». Frachon et Jouhaux, qui y représentaient la CGT devaient y avoir un rôle décisif en extirpant des victoires éclatantes pour le monde ouvrier...

Loi sur les 40 heures, sur les conventions collectives, statut des délégués du personnel, augmentation massive des salaires et enfin institution des congés payés (15 jours).

Pour la première fois en France les ouvriers allaient pouvoir à leur tour prendre des vacances !

Avancées considérables pour la classe ouvrière, Unité Syndicale retrouvée, 1936 est l'année d'émergence de la CGT qui brise alors toute résistance patronale et écarte toute hésitation gouvernementale.

Léo Lagrange négocie avec la compagnie de chemin de fer un billet populaire de congés annuel à tarif réduit dont 907 000 personnes bénéficient en 1937 pour 1 800 000 de vacanciers.

Ce n'est pas par hasard si l'époque voit de développer les Maisons de la culture, Ciné Liberté, les associations sportives et de plein air (cyclo-tourisme, camping, Auberges de la jeunesse, gîtes ruraux)...

Le 13 Janvier 1982 le gouvernement de Pierre Mauroy instaure la semaine des 39 heures pour les salariés et généralise la 5ème semaine de congès payés.

Et la situation aujourd'hui ? Tous les cinq ans, l'INSEE publie les résultats de ses enquêtes annuelles sur les vacances. Sur la dernière on peut y lire : « *Chaque année, quatre Français sur dix ne partent pas en vacances. Après des décennies de croissance régulière, la proportion de ceux qui partent en vacances stagne depuis le début des années quatre-vingt-dix. Parmi ceux qui ne partent pas, quatre sur cinq n'ont pas pris de vacances en raison de contraintes (financières principalement, mais aussi familiales, professionnelles, de santé ou autres) et non par choix.* »

Devant le recul des acquits sociaux, les inégalités croissantes et les insolences « patrono-gouvernementales » serait-il pas temps de « reprendre les armes » ? N'oublions pas les combats de Passé et préservons notre Avenir et celui de nos enfants comme l'ont fait pour nous nos anciens!



SYNDICAT NATIONAL DES AGENTS DES DOUANES CGT

SECTION DE BAYONNE

Déclaration liminaire du CTPS-DR du 23 juin 2010

Monsieur le Président,
Y a t-il un pilote à la D.R !

Vous aviez convoqué un CTPS-DR d'une transparence affligeante, il traduisait le formalisme administratif en vigueur. Le légalisme doit pouvoir trouver ses propres limites !

L'évidente éviction des organisations syndicales de toutes participations aux réflexions concernant la réorganisation cachée de la Surveillance, en outre, traduit le mépris que l'Administration et ses représentants affichent envers les personnels.

« Alors que de nouvelles turbulences s'annoncent, la filière OPCO va encore évoluer selon les options choisies par la Communauté Européenne, la règle d'un bureau par département pourrait être remise en cause.

En Surveillance l'évolution de la chaîne managériale amènerait la disparition des petites brigades ou unités »

Les personnels AG vivent au quotidien les résultats désastreux de la réforme imposée par la LOLF et demain vivront encore plus lourdement celle de la RGPP, avec une charge travail toujours plus conséquente et contraignante .

La CGT dénonce vigoureusement la méthode rampante utilisée aux fins de déstabilisation des personnels sur des sujets aussi importants que le free-flow, le PAE, les risques psychosocio professionnels...

« Dans le souci de la pérennité de la Maison Douane, il est hors de question que l'Administration Centrale apporte des réponses au coup par coup et trop souvent conjoncturelles »

Si vous ne voulez courir le risque d'inquiéter et de démotiver le personnel dans son ensemble, il est impératif d'associer étroitement leurs élus et représentants aux réflexions et à la stratégie quant à l'évolution de ce service public afin d'éviter par exemple de reproduire un naufrage tel que celui de la DGCCRF !

Soyez assuré, Monsieur le Président, de notre vigilance sans faille et de l'information que nous ne manquerons pas de porter auprès des élus de la nation.

Nous combattons nous aussi, ceux, trop nombreux, qui ont déposé des textes anti Douane et donc anti citoyens.

Les représentants et élus du SNAD-CGT de Bayonne

Compte rendu du CTPS-DR de Bayonne du 23 juin 2010

10 heures, la porte se ferme le Président ouvre le Comité Technique Paritaire Spécial de la Direction Régionale de Bayonne.

Devant l'ordre du jour très light proposé par l'administration, le SNAD-CGT a fait rajouter quelques points importants à examiner sans modération :

- le devenir de la brigade de Dax
- le free flow et les contrôles dynamiques
- les emplois au CCPD de Canfran
- le PPF et le droit de grève

La lecture de notre déclaration liminaire a donné le ton « grave » de la situation vécue aujourd'hui par tous dans la Maison Douane.

Le Président a peut être eu un petit frisson en découvrant le titre de notre déclaration mais sa réfutation ne nous a pas rassurés.

A la « Prévert », nous avons repris l'inventaire des points restés en suspens du précédent CTPS-DR

A la « oui-oui », l'administration répond qu'elle entend nos préoccupations : « mais le monde change, la Douane aussi, c'est un grand chantier, il faut s'adapter et faire mieux avec moins.. »

Paradoxalement, le Président accorde plus d'importance à préserver les agents des risques liés à changer une ampoule, qu'à faire appel à un professionnel de santé, qualifié et diplômé, pour gérer les risques socio-professionnels.

L'administration entend mais ne comprend pas :

Des agents en souffrance où ?

Des risques psycho-sociaux où ?

Impossible dans notre Direction ! Aucun risque de stress ...

De quoi parlez vous ?

Par contre, l'administration a des dons de prestidigitation :

un bureau ferme à Hendaye, le travail apparaît à Bayonne

un bureau ferme à Dax, le travail apparaît à Mont de Marsan

un bureau ferme à Parentis, le travail apparaît encore à Mont de Marsan

des missions disparaissent à Pau, elles réapparaissent de nouveau à Bayonne

des missions quittent Bayonne on les retrouvent à Arcachon

Quel talent !

Mais l'administration peut faire mieux encore :

votre unité compte une vingtaine d'agents, elle doit être relogée prochainement ?

elle a un excellent passé et ses résultats sont excellents,

Vous en rêviez, l'administration peut le réaliser :

oubliez le S.U.N (surface utile nette) vos nouveaux locaux pourront accueillir au moins trente agents.

Pour votre bien-être ? Non

Pour loger d'autres douaniers ? Peut être

Des projets... de déshabiller Saint Léon ou Saint Bixente pour habiller Saint Paul

Contrôles dynamiques, free flow, vous êtes inquiets ?

Dormez l'esprit tranquille,

La Direction est à votre écoute, elle souhaite en discuter ouvertement courant septembre dans chaque unité avant la mise en place du plan d'action...

En janvier 2011 !

CCPD de Canfranc :

Victime de son succès,

une charge de travail qui augment de 40% en six mois, des agents qui travaillent seul le week end, le raisonnement logique de notre administration = deux emplois qui disparaissent.

Voyons si ses dons de prestidigitation fonctionnent dans les deux sens malgré sa frilosité à s'opposer aux ordres d'un commandant de gendarmerie

La brigade de Bayonne perd le PPF qui tombe dans l'escarcelle de la PAF à la demande du Préfet, dommage ! il n'est jamais souhaitable de contrarier Monsieur le Préfet..

Que penser des escapades Ibériques, des agents d'Hendaye, organisées par les autorités Françaises et Espagnoles (sans concertation avec les organisations syndicales) destinées à des missions de surveillance avec la Guardia Civil Espagnole (cible favorite de l'E.T.A).

Dans quel cadre juridique s'exercent ces missions en civil et sans arme ?

Les agents doivent-ils avancer de leurs deniers le paiement du péage ?

Est ce que leur sécurité est assurée ?

21heures, le Président lève la séance,

Nous voilà au terme d'un marathon de 10 heures, l'esprit encore aiguisé par des sujets brûlants et systématiquement détournés ou éludés par l'évanescence de notre Président.

Monsieur le Président vous ne pourrez jamais citer Jean Ferrat :

« j'ai toujours essayé de dire ce que je pensais »

☺☺ ☺☺ ☺☺

BULLETIN D'ADHESION

NOM	
ADRESSE ADMINISTRATIVE ADRESSE PERSONNELLE	
ADRESSE INTERNET	
GRADE	INDICE

Fait le..... à

Signature